



**Plusieurs organisations de défenses de droits humains invitent le président François Hollande à inscrire la protection des droits humains à l'agenda des discussions qu'il aura avec son homologue haïtien Michel Joseph Martelly en visite officielle en France du 31 octobre au 1 novembre 2014.**

Selon ces organisations dont la FIDH, le RNDDH, le CEDH et le LDH la France devra exprimer « ses inquiétudes sur les événements récents survenus dans le pays qui laissent craindre des dérives dangereuses pour l'établissement pérenne de l'État de droit et de la démocratie en Haïti. Parmi ces inquiétudes, l'on retrouve des menaces aux libertés publiques, une dépendance de plus en plus marquée du pouvoir judiciaire et une crise électorale qui perdure ». Les organisations ont attiré l'attention sur le fait que « depuis l'élection du président Michel Joseph Martelly, le pouvoir exécutif viole de façon récurrente les libertés d'expression et d'association du peuple haïtien ».

Elles dénoncent à l'occasion la répression faite par les agents des forces de l'ordre qui ont fait usage à outrance de gaz lacrymogène et arrêtent des opposants, lors des manifestations pacifiques antigouvernementales. « La présence de prisonniers politiques dans les prisons haïtiennes est un signal préoccupant pour l'avenir de la démocratie en Haïti, et nous espérons que vous relaierez l'appel pressant de nos organisations à la libération de ces prisonniers », espèrent ces organisations.

Par ailleurs, elles informent au président Hollande que le pouvoir judiciaire haïtien a du mal à sortir du joug du pouvoir exécutif. Et que malgré le fait par les organisations de tirer la sonnette d'alarme, l'Exécutif continue de s'immiscer dans la gestion des affaires du pouvoir judiciaire : les mandats des

## Haïti: des organisations attirent l'attention de Hollande sur les dérives du pouvoir Martelly

Écrit par RLJ/HPN

Jeudi, 30 Octobre 2014 12:15

---

juges ne sont pas renouvelés en dépit des avis favorables du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), des Juges sont nommés ou révoqués par le pouvoir exécutif, en-dehors de la Loi, etc. Sur la crise

électorale, les organisations soulignent au président français que depuis le dernier scrutin de 2010 et 2011 ayant porté Michel Joseph Martelly au pouvoir, aucune élection n'a été organisée et qu'aujourd'hui, le pays est dans l'impasse. Elles se disent particulièrement préoccupées des dérives que l'absence d'élections po

« Nos organisations rappellent que des réparations ont injustement été versées à la France par Haïti lors de son indépendance. Aujourd'hui, la France doit faire le nécessaire pour réparer cette situation, au moins par une aide plus substantielle.

Les signataires de la lettre :

FIDH - Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

RNDDH - Réseau national de défense des droits de l'Homme

CEDH - Centre œcuménique des droits humains

LDH - Ligue des droits de l'Homme